

DÉCLARATION PUBLIQUE – AMNESTY INTERNATIONAL

26 avril 2019 MDE 29/0266/2019 AILRC-FR

L'ONU DOIT SURVEILLER LA SITUATION DES DROITS HUMAINS AU SAHARA OCCIDENTAL ET DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS SAHRAOUI

Le suivi indépendant, impartial, exhaustif et permanent des droits humains doit à l'avenir occuper une place centrale dans la présence de l'ONU au Sahara occidental, territoire sous contrôle marocain, et dans les camps de réfugiés sahraouis, a déclaré Amnesty International le 26 avril 2019. L'organisation a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à renforcer la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) en ajoutant à son mandat le suivi et le compte-rendu de la situation des droits humains.

Le Conseil de sécurité doit se prononcer le 29 avril sur la prorogation du mandat de la MINURSO. Celle-ci est la seule mission moderne de maintien de la paix des Nations unies n'ayant pas de mandat relatif aux droits humains. Des atteintes à ces droits ont été commises par les deux camps – les autorités marocaines et le mouvement indépendantiste du Front populaire pour la libération de la Saguia el Hamra et du Rio de Oro (Front Polisario) – au cours des 44 années de conflit autour de ce territoire.

ABSENCE DE MÉCANISME INDÉPENDANT DE SUIVI DES DROITS HUMAINS

Les autorités marocaines, qui gèrent *de facto* le territoire situé à l'ouest de la berme – un mur de sable de 2 700 kilomètres qui sépare les zones du Sahara occidental contrôlées respectivement par le Maroc et par le Front Polisario –, affirment que le Conseil national des droits de l'homme du Maroc (CNDH) joue un rôle dans la protection des droits humains sur ce territoire. Le Conseil dispose de deux commissions régionales, la première couvrant Smara, Boujdour, Laayoune et Tarfaya (cette dernière localité n'étant pas située au Sahara occidental) et la seconde couvrant Aousserd et Dakhla-Oued Eddahab.

Cependant, le fait que le président et au moins neuf des 27 membres du CNDH soient nommés par le roi du Maroc suscite de sérieux doutes quant à son indépendance et son impartialité, et donc sa capacité à surveiller et à faire respecter les droits humains. Tant que le statut définitif du Sahara occidental n'aura pas été déterminé, l'introduction d'un volet consacré aux droits humains dans le mandat de la mission de la paix des Nations unies sera le seul moyen de garantir un suivi et un recensement indépendants, impartiaux, exhaustifs et permanents des atteintes aux droits humains commises au Sahara occidental et dans les camps de Tindouf, dans le sud-ouest de l'Algérie.

Dans un rapport adressé au Conseil de sécurité début avril¹, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déploré que les informations sur la situation des droits humains au Sahara occidental restent lacunaires du fait que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme n'a pas accès à ce territoire. Dans sa résolution 2440 (2018)², le Conseil de sécurité des Nations unies a encouragé à renforcer la coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, notamment en facilitant ses visites dans la région.

RESTRICTIONS PERSISTANTES DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, D'ASSOCIATION ET DE RÉUNION À L'OUEST DE LA BERME

Depuis la dernière prorogation du mandat de la MINURSO en octobre 2018, Amnesty International a continué de recenser des violations des droits humains au Sahara occidental, notamment des restrictions arbitraires imposées aux droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association, en particulier contre des personnes favorables à l'autodétermination du Sahara occidental.

Pendant cette période, les autorités marocaines ont continué de disperser régulièrement des manifestations non violentes, en ayant parfois recours à une force excessive ou injustifiée. À trois reprises – le 26 décembre 2018, le 5 mars 2019 et le

¹ Rapport du secrétaire général, Situation concernant le Sahara occidental, doc. ONU S/2019/282, 1^{er} avril 2019.

² Conseil de sécurité, Résolution 2440 (2018) prorogeant de six mois la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, doc. ONU S/RES/2440 (2018).

23 mars 2019 – les forces de sécurité ont dispersé des sit-in pacifiques organisés par l'association sahraouie "Article 6" pour réclamer le respect des droits économiques et sociaux du peuple sahraoui. Depuis sa libération de prison en juin 2015 après cinq ans de détention arbitraire,³ le militant sahraoui Mohamed Dihani, ancien président de cette association, reste sous étroite surveillance dès qu'il quitte son domicile. Les autorités marocaines ont continué de soumettre les défenseur-e-s des droits humains sahraouis à des manœuvres d'intimidation, des interrogatoires, des arrestations et une intense surveillance, allant parfois jusqu'au harcèlement. Dans son rapport d'avril 2019, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme continuait de recevoir des informations faisant état de harcèlement, d'arrestations arbitraires, de confiscation de matériel et de surveillance excessive de journalistes, blogueurs et défenseur-e-s des droits humains qui couvraient les violations des droits humains dans ce territoire.⁴

Il est toujours très difficile pour les groupes sahraouis de défense des droits humains de mener leurs activités, car le gouvernement marocain rejette presque systématiquement leurs demandes d'enregistrement, les privant de ce fait de toute reconnaissance légale. En avril 2019, seule l'Association sahraouie des victimes de violations graves des droits de l'homme commises par l'État du Maroc (ASVDH) était officiellement reconnue par les autorités⁵.

Le défenseur des droits humains sahraoui Brahim Dihani⁶, membre de l'ASVDH, a été victime de harcèlement judiciaire en raison de son action militante non violente et de son travail en faveur des droits humains. Il a été arrêté et détenu plusieurs heures à deux reprises en octobre et en décembre 2018, alors qu'il filmait des manifestations organisées par des groupes de défense des droits humains sahraouis à Laayoune et qu'il surveillait les violations commises par les forces de l'ordre. En janvier 2019, le tribunal de première instance de Laayoune l'a inculpé de violation du droit à la vie privée pour avoir publié des photos et des vidéos d'agents des forces de l'ordre marocaines sans leur autorisation, sur la base des procès-verbaux établis par la police lors de ses deux arrestations. Le 16 janvier, la première audience de son procès a été reportée à la demande de son avocat, après que le procureur général eut ajouté un nouveau chef d'accusation – la publication et la diffusion de fausses nouvelles, en vertu de l'article 72 de la Loi n° 88-13 relative à la presse et aux publications. Le 6 février 2019, le tribunal de première instance a acquitté Brahim Dihani, abandonnant toutes les charges pesant sur lui et ordonnant la restitution des caméras de l'ASVDH qui avaient été confisquées.

Le 11 avril, les autorités marocaines ont arrêté les militants sahraouis Ali Al Saadouni et Khalielna Elfak après leur publication sur les réseaux sociaux d'une vidéo les montrant en train de planter des drapeaux du Front Polisario sur un rond-point à Laayoune la veille. Khalielna Elfak a été libéré au bout de quelques heures, mais Ali Al Saadouni a été maintenu en détention et inculpé de détention et consommation de stupéfiants et de violence à l'encontre d'un policier. Il a entamé une grève de la faim le 15 avril pour protester contre son incarcération. Le 22 avril, le tribunal de première instance de Laayoune a reporté au 29 avril l'énoncé du verdict dans cette affaire. Le même jour, la police marocaine a empêché un observateur de l'ASVDH d'assister au procès et a dispersé des femmes qui brandissaient des drapeaux en solidarité avec Ali Al Saadouni à Laayoune.

Les autorités marocaines ont aussi continué de limiter l'entrée au Maroc et au Sahara occidental des organisations internationales, dont Amnesty International, qui souhaitent mener des recherches sur les violations des droits humains. Elles ont également imposé des restrictions aux personnes qui voulaient entrer au Sahara occidental pour soutenir les victimes de violations des droits humains. Selon l'ASVDH, au cours de ces 16 derniers mois, les autorités marocaines ont expulsé du Sahara occidental ou empêché d'entrer sur ce territoire au moins 21 personnes, parmi lesquelles des observateurs internationaux, des journalistes et des avocats. Ainsi, le 15 janvier 2019, l'avocat espagnol Louise Magrane a été expulsé de l'aéroport de Laayoune à son arrivée et renvoyé en Espagne *via* Casablanca. Il devait assister en tant qu'observateur au procès de Brahim Dihani à Laayoune le 16 janvier, avec deux autres avocats internationaux.

SITUATION OPAQUE DANS LES CAMPS DE TINDOUF, CONTRÔLÉS PAR LE FRONT POLISARIO

Amnesty International tient à souligner qu'un suivi permanent de l'ONU en matière de droits humains est également nécessaire dans les camps de Tindouf, où il reste difficile d'obtenir des informations concernant la situation sur le terrain, ce qui expose les réfugié-e-s au risque d'atteintes aux droits humains et les prive de toute voie de recours. Des

³ Groupe de travail sur la détention arbitraire, Avis n° 19/2013 (Maroc), doc. ONU A/HRC/WGAD/2013/19 (2014).

⁴ Rapport du secrétaire général, Situation concernant le Sahara occidental, doc. ONU S/2019/282, 1^{er} avril 2019.

⁵ Le Maroc a fini par accepter d'enregistrer l'ASVDH en 2015, neuf ans après le dépôt de sa première demande et huit ans après le jugement d'un tribunal administratif confirmant le droit de l'ASVDH de fonctionner. Cependant, cette organisation continue de se heurter à de nombreux obstacles dans son travail de surveillance des violations des droits humains au Sahara occidental, et s'est notamment fait confisquer à plusieurs reprises ses caméras et d'autres matériels destinés au recueil d'informations. Voir Amnesty International, *Submission to the United Nations Human Rights Committee 118th session*, MDE 29/4858/2016.

⁶ Amnesty International, « Maroc / Sahara occidental. Les autorités marocaines doivent abandonner les poursuites contre le militant et défenseur des droits humains sahraoui Brahim Dihani », communiqué de presse, 23 janvier 2019, disponible (en arabe uniquement) sur www.amnesty.org/ar/latest/news/2019/01/morocco-authorities-must-drop-all-charges-against-saharawi-activist-and-hrd-brahim-dihani/.

informations crédibles font état d'une certaine agitation parmi les jeunes habitants frustrés face à la lenteur des progrès vers la résolution d'un conflit qui dure depuis plus de 44 ans. Le Front Polisario n'a pris aucune mesure pour mettre fin à l'impunité dont bénéficient les responsables des atteintes aux droits humains commises dans les camps qu'il contrôle.

RESTRICTIONS IMPOSÉES À LA MINURSO

La MINURSO a été créée en 1991 pour intervenir dans le territoire annexé par le Maroc en 1975, ainsi que dans les camps de réfugiés sahraouis situés à Tindouf, en Algérie. Son mandat n'a pas changé depuis et porte uniquement sur la surveillance du cessez-le-feu entre les forces armées marocaines et le Front Polisario, ainsi que sur la mise en œuvre d'un référendum afin de déterminer le statut définitif du Sahara occidental.

En mars 2016, les autorités marocaines ont contraint les Nations unies à procéder au retrait de dizaines de membres de leur personnel civil et à fermer un bureau de liaison militaire de la MINURSO, après que le secrétaire général de l'époque, Ban Ki-moon, a fait référence à l'« occupation » du Sahara occidental par le Maroc lors d'une visite dans les camps de réfugiés de Tindouf. Cette expulsion du personnel de la MINURSO par le gouvernement marocain en 2016, qui a gravement entamé la capacité de celle-ci à mener à bien sa mission, a montré une nouvelle fois le manque de coopération des parties avec la MINURSO dans la réalisation de son mandat.